

CEH
1911

DDT DE LA HAUTE SAONE

Nos réf SYP/NEB
ODC/CL/0012-22

**24, boulevard des Alliés
CS 50389
70014 VESOUL CEDEX**

Affaire suivie par **Mme VERGIER**

À l'attention de Mme Nicole MAIREY
nicole.mairey@haute-saone.gouv.fr

Tél 03.85.42.13.65
Mail odclignes@rapil.com

Champforgeuil, le 14/01/2022

Objet : OLÉODUCS DE DÉFENSE COMMUNE

Pipelines : LANGRES – BELFORT / Antenne de LUXEUIL

Canalisations : Langres – Belfort / Antenne de Luxeuil

Urbanisme : Elaboration du PLUi de la Communauté de Communes DU TRIANGLE VERT

**Communes de : BETONCOURT LES BROTTES – COLOMBOTTE – GENEVREY – POMOY –
SAULX – VELLEMINFROY (70)**

Madame,

Dans le cadre de la procédure du "porter à connaissance" visée en objet, vous avez bien voulu nous soumettre l'élaboration du PLUi de la Communauté de Communes du Triangle Vert.

L'examen du dossier transmis appelle de notre part les observations suivantes.

Les communes de **COLOMBOTTE, POMOY, SAULX et VELLEMINFROY** sont traversées par le pipeline d'hydrocarbures Haute Pression **LANGRES - BELFORT** appartenant au réseau d'Oléoduc de Défense Commune relevant de l'OTAN et opéré par ordre et pour le compte de l'Etat (Service National des Oléoducs Interalliés) par la société TRAPIL.

Les communes de **BETONCOURT LES BROTTES, GENEVREY et SAULX** sont traversées par le pipeline d'hydrocarbures Haute Pression **Antenne de LUXEUIL** appartenant au réseau d'Oléoduc de Défense Commune relevant de l'OTAN et opéré par ordre et pour le compte de l'Etat (Service National des Oléoducs Interalliés) par la société TRAPIL.

Le tracé des canalisations est ainsi reporté sur les extraits de carte au 1/25000^{ème} joints.

1) Servitudes liées à la construction et l'exploitation des pipelines

D'une part, cette installation pétrolière est un ouvrage public réalisé dans le cadre de la loi n°49-1060 du 2 août 1949, modifiée par la loi n°51-712 du 7 juin 1951, et déclaré d'utilité publique par le décret du **28 janvier 1956 modifié par le décret du 02 août 1960** pour

la canalisation **LANGRES - BELFORT** et **11 octobre 1958 modifié par le décret du 09 mai 1961** pour la canalisation **Antenne de LUXEUIL**.

La construction de l'oléoduc a nécessité la mise en place d'une servitude d'utilité publique de 12 mètres axée sur la conduite définie par décret n°2012-615 du 02 mai 2012 et 2015-1823 du 30 décembre 2015. Elle doit conformément à l'article R. 151-51 du Code de l'Urbanisme être annexée au PLUi H et être représentée selon le code I 3 (anciennement II bis).

En outre, s'agissant d'un ouvrage déclaré d'utilité publique susceptible de recevoir à tout moment pour les besoins de son exploitation ou de sa protection des modifications ou extensions, il importe que le PLUi H soit complété à l'article concernant les occupations admises, et ce quelles que soient les zones traversées par l'oléoduc intéressé, de la mention suivante :

- les installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune.

2) Servitudes liées aux zones d'effets du pipeline

D'autre part, en application des dispositions de l'article R. 132-1 du code de l'urbanisme, le **PLUi H** doit tenir compte, dans les zones constructibles, **des risques technologiques afférents à ces infrastructures pétrolières**.

A cet effet, les zones d'effets des phénomènes dangereux retenus, issues de l'étude de dangers de notre réseau et établies conformément aux dispositions de l'**arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques**, ont été communiquées à l'administration.

L'arrêté de la préfecture de la HAUTE SAONE n°70-2019-01-28-013 du 28 janvier 2019, joint en annexe 2, institue les servitudes d'utilité II (anciennement SUP ou CANA TMD) relatives à la maîtrise de l'urbanisation sur la commune concernées dans les zones d'effets générées par ces phénomènes dangereux susceptibles de se produire.

En application de l'article R555-30-1 du code de l'environnement, dans ces zones, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager.

Le développement de l'urbanisation devra prendre en compte ces distances notamment pour les projets de construction **d'établissements recevant du public, d'installations nucléaires de base, d'immeubles de grande hauteur**, de lotissements, de zones artisanales ou industrielles,...

3) Dispositions diverses

Par ailleurs, nous vous rappelons que les risques liés à l'exploitation du pipeline sont répertoriés dans un plan de secours appelé Plan de Surveillance et d'Intervention déposé auprès des services administratifs et de secours du département.

La mise à jour du PSI est réalisée, conformément à la réglementation en vigueur pour les canalisations existantes intéressant la défense nationale.

Nous vous demandons également d'intégrer les dispositions réglementaires suivantes dans votre **PLUi H** :

En application des dispositions du chapitre IV du titre V du livre V du Code de l'Environnement (partie réglementaire) et depuis le 01 juillet 2012, pour tous les travaux situés dans une bande de 50 mètres de part et d'autre de la canalisation, la consultation du guichet unique à l'adresse internet suivante est obligatoire :

La présente correspondance ainsi que les servitudes I1 et I3 sont à inclure dans les annexes du PLUi H.

A l'issue de l'approbation de la révision de votre PLUi H et de ses annexes, nous souhaitons être informé de sa publication prévue au premier alinéa de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales sur le portail national de l'urbanisme prévu à l'article L. 129-1 .

D'autre part, le territoire des autres communes listées n'est pas concerné par la canalisation.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Chef du Réseau
des Oléoducs de Défense Commune,

T.HERAUD
P/O V. CALCAGNO
Chef de la Division HSE-Lignes

P.J. :

- 1) Servitude I3
- 2) Servitude I1_Arrêté préfectoral du 28 janvier 2019
- 3) 2 extraits de carte au 1/25000^{ème}

Copies :

Ministère de la Transition Ecologique/SNOI
BPIA/ Mission de Contrôle des Oléoducs relevant de la Défense Nationale (M. MIAN)
TRAPIL/DRPO
TRAPIL/ODC/Région CENTRE

